

The press review

1-15 November 2015

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

NATIONAL NEWS

SPIEGEL ONLINE

Steuerhinterziehung: Gekaufte Daten-CD soll 600 Millionen Euro einbringen



REUTERS Innenstadt von Luxemburg (Archivbild): 55.000 Kunden betroffen
SPIEGEL ONLINE - Wirtschaft - 02.11.2015

Fahnder haben erneut Steuer-Datensätze gekauft - offenbar in besonders großem Stil: Berichten zufolge könnte es zu Steuernachforderungen von Hunderten Millionen Euro kommen. Betroffen sind demnach Zehntausende Kunden.

Die vom Land Nordrhein-Westfalen gekauften Steuerdaten führen nach Schätzungen von Insidern zu Steuermehreinnahmen von mindestens 600 Millionen Euro. [Wie das "Handelsblatt"](#) unter Berufung auf Beteiligte der Transaktion berichtet, enthält der Datenträger Tausende, sehr vielversprechende Informationen zu sogenannten Cum-Ex-Geschäften, mit denen sich Banken und Finanzdienstleister eine nur einmal abgeführte Kapitalertragssteuer mehrmals erstatten ließen.

Der SPIEGEL berichtet in seiner aktuellen Ausgaben, [dass das Land Nordrhein-Westfalen für den bislang teuersten Datensatz fünf Millionen Euro ausgegeben hat](#). Es geht um Steuerhinterziehung und betrügerische Steuerdeals in einem Handelsvolumen von 70 Milliarden Euro - nicht nur durch das Verstecken von Schwarzgeldern, sondern durch das kriminelle Vortäuschen von Geschäftsvorgängen,

die zur ungerechtfertigten Erstattung von Kapitalertragsteuern geführt haben. Teilweise wurde die Kapitalertragsteuer zweimal angerechnet und erstattet.

Die Ermittlungen gegen die in Inland und Ausland angesiedelten Finanzdienstleister und Banken sowie deren Kunden sind bereits angelaufen, in der nächsten Woche soll es die ersten Durchsuchungen geben. Geleitet wird die Aktion durch die erfahrene Wuppertaler Steuerfahndung in Zusammenarbeit mit der Kölner Staatsanwaltschaft. Ermittlungen sollen sich auch gegen die Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE) in [Luxemburg](#) richten.

55.000 Kunden im Schwarzgeld-Verdacht

Laut dem "Handelsblatt" handelt es sich beim aktuellen Datenträger um einen silber-schwarzen, sieben Zentimeter langen USB-Stick. Bei dem Stick handele es sich um den ersten reinen Cum-Ex-Datenträger, der Informationen vor allem aus den Jahren 2006 bis 2011 enthalten soll. Sein Verkäufer soll ein ehemaliger hochrangiger Steuerexperte eines ausländischen Börsenmaklers sein, tiefe Einsichten in deutsche und europäische Steuer-Deals hatte.

Wie die ["Süddeutsche Zeitung" berichtet](#), haben die Fahnder zudem einen zweiten Datensatz gekauft. Dabei gehe es um Informationen über 55.000 Kunden einer einzelnen Bank, die demnach im Verdacht stehen, Schwarzgeld vor dem Fiskus im Ausland versteckt zu haben.

Der Kampf der Steuerfahnder aus Nordrhein-Westfalen gegen [Steuerhinterziehung](#) hat sich bezahlt gemacht: Mehr als zwei Milliarden Euro hat das Land in den vergangenen Jahren zusätzlich eingenommen, durch Steuernachzahlungen, Geldauflagen und Verbandsstrafen, die gegen Banken verhängt wurden. Bundesweit werden die Mehreinnahmen auf vier bis fünf Milliarden Euro geschätzt. Seit 2010 haben sich etwa 120.000 Deutsche als Steuerhinterzieher angezeigt.

Mxw

<http://paperjam.lu/>

Comment le Luxembourg a quitté la liste noire

2.11.2015 Par Jean-Michel Hennebert et Jean-Michel Lalieu



Le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors de sa dernière visite au Luxembourg, en mars dernier.

Depuis vendredi, le Grand-Duché a officiellement réintégré le club des pays jugés transparents en matière d'échange fiscal, selon les critères de l'OCDE. Retour sur les principales étapes de ce retour en grâce internationale.

«Aujourd'hui est un bon jour pour le Luxembourg, car notre réputation est rétablie.» Pour Pierre Gramegna (DP), ministre des Finances, ce vendredi 30 octobre 2015 restera comme une date clé de son mandat. En effet, cette journée a été celle de l'annonce, par le Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales de l'OCDE, du retrait du Grand-Duché de la liste des paradis fiscaux. La fin d'une procédure entamée depuis plusieurs années et qui avait été «le sujet prioritaire» du premier conseil de gouvernement de l'actuelle coalition gouvernementale, le 4 décembre 2013.

Et de fait, en l'espace de 30 mois, le Grand-Duché a dû produire de grands efforts pour se mettre en conformité avec les nouvelles règles internationales, visant à plus de transparence fiscale. Mieux, le Luxembourg a voulu prendre la tête de cette nouvelle tendance mondiale, au lendemain notamment du scandale né autour de la publication des rulings luxembourgeois, baptisé LuxLeaks. Retour sur les principales étapes du grand nettoyage fiscal.

Luxemburger Wort

Evasion fiscale

Le Luxembourg n'est plus l'"Etoile Noire" de la finance

L'ONG Tax Justice Network a publié son "Financial Secrecy Index" 2015



L'image du Luxembourg s'améliore un petit peu, comme le montre la critique moins virulente de l'ONG Tax Justice Network.

Guy Wolff

Publié le mardi 3 novembre 2015 à 17:55

(lc) - Pour une fois, le rapport de l'ONG Tax Justice Network (TJN) ne jette pas l'opprobre sur le Luxembourg. Son [indice du secret financier](#) concentre ses critiques sur la Suisse (1er), les Etats-Unis (3e) et le Royaume-Uni (15e). Mieux: le [communiqué de presse](#) souligne que «le Luxembourg figure parmi les plus fortes améliorations» de l'indice. Il y a deux ans, le Grand-Duché avait été qualifié avec fracas d'"Etoile Noire de la finance mondiale". TJN note que ce terme n'est désormais plus adapté.

L'ONG ne donne pas pour autant un satisfecit au Grand-Duché, qui arrive encore au 6e rang de ce piètre classement (il était 2e il y a deux ans). Le rapport concède que le Luxembourg a fait de réels progrès en matière de transparence et adopte une attitude fiscale moins agressive mais les critiques de fond restent les mêmes: une place financière disproportionnée par rapport à la taille du pays, ainsi qu'une culture du secret et une attitude fiscale trop conciliante pour les entreprises, ce qui crée un cadre propice à des actions illicites.

Ces critiques – et même ces bons points – décernés au Luxembourg par l'ONG ne sont ni nouveaux, ni surprenants. Ce qui l'est plus, c'est l'analyse concernant les grandes puissances économique. TJN souligne ainsi que, si les territoires de la couronne britannique avait été inclus dans l'étude du Royaume-Uni, celui-ci aurait été de loin leader du classement, à la place de la Suisse.

Autre grand pays montré du doigt: les Etats-Unis qui est «un des rares pays dont l'indice de secret a empiré». L'ONG lui reproche son hypocrisie, à savoir demander la transparence à ses partenaires, tout en maintenant un système fiscal très avantageux pour les non-résidents.

Enfin, et plus surprenant, TJN [critique longuement l'Allemagne](#). La première puissance européenne est accusée de ne pas être assez vigilante face à l'origine de l'argent acceptée par ses banques et surtout de bloquer les négociations européennes en cours pour instaurer une plus grande transparence sur les impôts payés par les multinationales. Berlin se hisse ainsi au 8e rang du «Financial Secrecy Index».

Les 15 premiers pays

1. Suisse
2. Hong Kong
3. USA
4. Singapour
5. Îles Cayman
6. Luxembourg
7. Liban
8. Allemagne
9. Bahreïn
10. Emirats Arabes Unis (Dubai)
11. Macao
12. Japon
13. Panama
14. Îles Marshall
15. Royaume-Uni



AU LUXEMBOURG

05 novembre 2015 15:51; Act: 05.11.2015 17:18

Un magistrat dans le collimateur de la justice

LUXEMBOURG - Soupçonné de prise illégale d'intérêts, un magistrat du tribunal d'arrondissement de Luxembourg a été suspendu temporairement de ses fonctions.

«Parallèlement au volet pénal du dossier, une affaire disciplinaire a été entamée et la personne visée a été suspendue temporairement de ses fonctions», a expliqué à *L'essentiel* Henri Eippers, porte-parole du parquet. Le service communication et presse de la justice précise que des perquisitions ont eu lieu le 20 octobre, au domicile et sur le lieu de travail du magistrat concerné.

Juge des tutelles et des curatelles, Sandro Luci se trouve au cœur d'une enquête pour prise illégale d'intérêts. Selon le code pénal luxembourgeois, il risque une peine d'emprisonnement de 6 mois à 5 ans, une amende comprise entre 500 et 125 000 euros, ainsi que l'interdiction d'exercer des fonctions ou emplois publics.

(L'essentiel)

Le Quotidien

INDÉPENDANT LUXEMBOURGEOIS

Le Benelux a freiné l'Europe sur la fiscalité

Dans Affaire "Luxleaks", Economie, Grand-Duché, 09/11/2015



Jeroen Dijsselbloem et Jean-Claude Juncker s'apprécient, comme le montre cette photo de 2013. (archives Jean-Claude Ernst)

Vendredi, l'hebdomadaire allemand « Der Spiegel » a fait de nouvelles révélations sur les pratiques de dumping fiscal du Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas. Pendant des années, ces pays ont résisté à l'Europe.

Pendant des années, les pays du Benelux ont entravé les tentatives, par le Conseil de l'UE, de bloquer les pratiques de dumping fiscal. Grâce à l'accès à des documents confidentiels issus des réunions du groupe de travail sur le code de conduite en matière de fiscalité des entreprises dans l'UE, *Der Spiegel* démontre que Belgique, Luxembourg et Pays-Bas ont enrayé le mécanisme pour le ralentir au maximum.

Le groupe de travail avait été mis en place en 1998, afin de lutter contre la concurrence fiscale déloyale entre les États membres de l'Union, à l'origine du scandale LuxLeaks de l'année dernière. Les documents que s'est procurés *Der Spiegel* avaient été mis à la disposition des membres de la commission spéciale TAXE en charge de tirer au clair l'affaire LuxLeaks. Les eurodéputés avaient alors pu découvrir, dans un cadre très strict et à huis clos, le déroulement des réunions du groupe de travail.

Dans un compte rendu d'avril 2012, un membre de ce groupe de travail a rapporté que la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg se sont opposés «fortement» à toute nouvelle discussion sur des régimes fiscaux sur les brevets. La majorité du groupe de travail était favorable pour aborder cet aspect jugé «potentiellement dangereux» par la commission, et «très controversé» par l'Allemagne et la France, selon les informations de *Der Spiegel*. Une majorité à laquelle n'appartenaient pas les pays du Benelux.

Jean-Claude Juncker à nouveau visé

L'agence de presse belge Belga a contacté Philippe Lamberts, coprésident du groupe des Verts au Parlement européen et membre de la commission spéciale TAXE. Pour lui, «il n'est pas étonnant que ces pays qui rivalisent d'innovation fiscale pour faire plaisir aux multinationales reproduisent ces pratiques au sein d'un groupe de travail. Il faut que des pays comme la Belgique cessent de se comporter comme les défenseurs des 1 % des actionnaires des multinationales.»

Un procès-verbal de 2010 rapporte également l'opposition des Pays-Bas et du Luxembourg à l'échange d'informations sur les rescrits fiscaux.

L'eurodéputé allemand Sven Giegold, interrogé par *Der Spiegel*, s'en est pris particulièrement aux actuels présidents de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, pour leur «responsabilité politique dans la problématique du dumping fiscal en Europe» en tant que respectivement ancien Premier ministre luxembourgeois et ministre néerlandais des Finances.

Cette nouvelle attaque contre le Luxembourg est en tout cas la preuve que les membres de la commission spéciale TAXE n'ont pas l'intention de rendre les armes. Alors qu'ils préparent leur rapport final et savent que leur mandat ne sera pas prolongé, ils confirment leur volonté d'utiliser tous les moyens en leur possession pour tirer au clair les pratiques fiscales des États membres de l'Union. Une nouvelle fois, Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg au moment des faits rapportés par *Der Spiegel*, est en première ligne. L'actuel président de la Commission européenne marche sur des œufs et sa volonté d'afficher un autre visage aux yeux de l'Europe ne semble plus pouvoir duper les citoyens européens.

Christophe Chohin

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS

[HTTP://WWW.THEGUARDIAN.COM/INTERNATIONAL](http://www.theguardian.com/international)

Romania

Bringing in the scalps: the woman leading Romania's war on corruption

Laura Codruța Kövesi presides over agency that has brought cases against mayors, judges, MPs – and now the prime minister

Kit Gillet in Bucharest

Wednesday 4 November 2015 13.10

Victor Ponta's decision on Wednesday to [resign as Romania's prime minister](#) may not be the end of his woes. Street protests this week were merely the culmination of months of pressure triggered by a fraud and corruption case against him.

Ponta is not alone. A slew of politicians, mayors, judges and prosecutors have been targeted in an anti-corruption drive quite unlike any other in eastern [Europe](#) – or the world for that matter. And it is a quiet, unassuming chief prosecutor, Laura Codruța Kövesi, who is bringing in the scalps.

“Before 2005, Romanian justice was not independent,” says Kövesi, 42, in an interview given before Ponta's resignation. “This is why there was not enough courage to open complex investigations against high-level officials.”

A specialist anti-corruption agency, known by the acronym DNA, was founded in 2003, and it took a few years for it to narrow its focus on high-level graft – cases involving more than €10,000 (£7,000) – and for it to start bringing successful prosecutions.

Nowadays there are 120 prosecutors working on more than 6,000 cases. The entrance to the DNA's central Bucharest offices is permanently staked out by television news crews waiting to see who will turn up next for questioning.

Last year the agency successfully prosecuted 24 mayors, five MPs, two ex-ministers and a former prime minister, not to mention more than 1,000 other individuals, including judges and prosecutors, with a conviction rate above 90%.

“This year we have investigated 12 members of parliament, two of them being former ministers,” says Kövesi, who was appointed head of DNA in 2013. “We have investigated two sitting ministers, one of whom went from his ministerial chair directly to pre-trial detention.”

In September, Bucharest’s mayor, Sorin Oprescu, was arrested after being accused of taking kickbacks from companies awarded contracts by the city.

However, Ponta is by far the biggest target to date. According to Kövesi, the investigations into the outgoing prime minister lasted about four months, at the end of which he was [formally indicted on multiple counts](#) of forgery, money laundering and being an accessory to tax evasion, dating from a period between 2007 and 2008 when he was still a practising lawyer.

Prosecutors had hoped to investigate him for activities while in office, but in June Romania’s parliament voted down an attempt to lift his parliamentary immunity.

Romanians seem to have been impressed by the activities of DNA: according to one recent poll, 60% of people said they trusted the agency, while only 11% said they trusted parliament.

However, not everyone is happy with DNA’s activities. Barely a week goes by without Kövesi being attacked in the media.

After he was formally indicted, Ponta denounced the prosecutor in charge of his case on his Facebook page, saying Romania’s only problem was “the obsession of a totally unprofessional prosecutor trying to make a name by inventing and imagining facts and untrue situations from 10 years ago”.

Others have questioned the political motivations of prosecutors at DNA, though the agency has successfully gone after plenty of politicians on both sides of the parliamentary aisle.

Some have also criticised the use of wiretaps, suggesting it is behaviour taken from the playbook of the [Securitate](#), the feared communist-era secret police.

Kövesi dismisses those concerns, saying that every wiretap has to be authorised by a judge and that such monitoring is “a tool used all over the world. It is used in EU member states. It is a common tool for prosecutors.”

Advertisement

The criticism and public attention has apparently had little impact on Kövesi. “Before being chief prosecutor of DNA I was the general prosecutor of [Romania](#) for six years, so for the last nine years I have had enough time to get accustomed to these things. Fortunately there are people who also praise me, so things are balanced,” she says.

The biggest challenges for prosecutors come from politicians, she adds. “Every two weeks they come with a new bill trying to change or amend the current provisions. Trying to limit our possibilities of investigations. Trying to amend the criminal code. Trying to deprive us of our tools to limit our possibilities of investigation. What’s curious is they never try to improve the legislation to help us more,” she says.

Strong support in Romania and within the EU has made it harder to hinder the efforts and independence of DNA. “Every time we hear that they try to pass a new law limiting our possibilities, we go public and we take a stand regarding this issue,” says Kövesi.

Despite all this, there is still a long way to go. Romania ranked joint last among EU members on [Transparency International’s 2014 corruption perceptions index](#), alongside Italy, Greece and Bulgaria. But for Kövesi at least there is a sense that the agency is making a difference.

“I do think DNA’s activities have changed the mentality of Romanian citizens,” she says. “They are aware now that they don’t need to pay bribes in order to be granted their rights.”

Interne EU-Dokumente: Luxemburg und Niederlande blockierten Steuergesetze

Von *Markus Becker, Peter Müller und Christoph Pauly, Brüssel*

Freitag, 06.11.2015 – 12:06 Uhr



Luxemburg im Nebel: Zäher Widerstand

REUTERS

Jahrelang versuchten EU-Länder, Steuerschlupflöcher zu schließen, die am Ende zur Luxleaks-Affäre führten. Nach SPIEGEL-Informationen haben die Beneluxländer eine Neuregelung jedoch massiv behindert.

Luxemburg, die Niederlande und Belgien haben im Rat der [Europäischen Union](#) jahrelang die Beseitigung von [Steuerschlupflöchern](#) blockiert, mit denen sie sich unfaire Vorteile gegenüber anderen EU-Mitgliedern verschafft haben. Das geht aus internen Dokumenten der sogenannten Gruppe Verhaltenskodex und der Ratsarbeitsgruppe Steuern hervor, die dem SPIEGEL vorliegen. So seien immer wieder "Zweifel an der Unschädlichkeit" einiger Steuermodelle aufgekommen, heißt es in einem Sitzungsprotokoll vom März 2013. "Es handelt sich vornehmlich um die Lizenzboxregelungen von Luxemburg und den Niederlanden." Mit deren Hilfe können Konzerne Steuern in Milliardenhöhe sparen.

Obwohl die große Mehrheit der Gruppe, darunter Deutschland und Frankreich, das sogenannte Patentmodell "sehr kontrovers" diskutierte und die Kommission es als "potenziell schädlich" einschätzte, geschah nichts. "Niederlande, Luxemburg und Belgien sprachen sich entschieden gegen eine weitere Diskussion in diesem Bereich aus", kablete das deutsche Gruppenmitglied nach der Sitzung im April 2012 nach Berlin. "Eine Einigung konnte nicht erzielt werden."

Die Dokumente belasten EU-Kommissionspräsident [Jean-Claude Juncker](#), der zuvor langjähriger Regierungschef in Luxemburg war. Kritische Fragen muss sich jedoch auch der niederländische Finanzminister [Jeroen Dijsselbloem](#) gefallen lassen. Sein Land versuchte auch dann noch, eine kritische Befassung mit dem Steuersparmodell zu verhindern, als Dijsselbloem bereits zum Chef der Euro-Gruppe aufgestiegen war.

Ursprünglich für anderes gedacht

Eigentlich sind Patentboxen als steuerlicher Anreiz für Unternehmen gedacht, die viel in Forschung und Entwicklung investieren. Doch in den Beneluxstaaten dienten sie vor allem der Steueroptimierung. Der Arbeitsgruppe blieb das nicht verborgen. "Während niedrige Steuersätze die Verortung von Patenten zu beeinflussen scheinen, kann dies noch nicht als Beweis für den Ort der Forschungs- und Entwicklungstätigkeit gesehen werden", heißt es in einer Einschätzung der Kommission. Doch die Beneluxländer versuchten sogar, jede Beschäftigung der Gruppe mit steuerschädlichen Praktiken zu verhindern, die bereits beschlossen worden waren.

Aus den Protokollen geht zudem hervor, dass Luxemburg und die Niederlande 2010 auch einen Informationsaustausch über die Steuervorbescheide für große Konzerne verhinderten, die im Luxleaks-Skandal eine zentrale Rolle spielten. Dabei ging es um günstige Vorbescheide der Luxemburger Steuerverwaltung für Unternehmen wie Fiat und Amazon.

Die Gruppe Verhaltenskodex ist beim Rat angesiedelt und soll das Steuerrecht der EU-Mitglieder auf schädliche Regelungen hin untersuchen und für Abhilfe sorgen. Mitgliedern des Sonderausschusses Steuern im Europaparlament war der Einblick in die Dokumente, über die der SPIEGEL nun berichtet, immer wieder mit dem Hinweis auf Vertraulichkeit verweigert worden.

"Die Recherchen des SPIEGEL zeigen, dass Jean-Claude Juncker und Jeroen Dijsselbloem persönlich Verantwortung für Steuerdumping in der Europäischen Union tragen", sagt Sven Giegold, Grünen-EU-Abgeordneter und Mitglied des Ausschusses. Juncker und Dijsselbloem müssten nun in den Sonderausschuss kommen und ihre Verantwortung erklären, fordert der wirtschafts- und finanzpolitische Sprecher der Fraktion.

<http://www.latribune.fr>

Optimisation fiscale : avant le G20, la France sonne "la fin de la récréation"

Par latribune.fr | 10/11/2015, 8:49 | 858 mots



L'évasion fiscale des multinationales américaines fait perdre entre 500 et 700 milliards de dollars aux pays du G20. Et 14 milliards à la France, d'après une étude publiée lundi 9 novembre par Tax justice network, PSI, Oxfam et Alliance globale (Crédits : (c) Copyright Thomson Reuters 2013. Check for restrictions at: <http://about.reuters.com/fulllegal.asp>)

La France va adopter cette semaine le reporting pays par pays, une des mesures phares de l'arsenal présenté par l'OCDE début octobre pour lutter contre l'optimisation fiscale. Les multinationales réalisant au moins 750 millions d'euros de chiffre d'affaires devront détailler leurs activités pays par pays.

Les députés socialistes, soutenus par le gouvernement, comptent imposer aux grandes entreprises la transmission d'un reporting pays par pays pour lutter contre l'optimisation fiscale, sous peine d'une amende d'au maximum 100.000 euros, via un amendement au projet de budget 2016 révélé le lundi 9 novembre.

Cette mesure entend traduire dans la législation française l'une des [15 actions adoptées par l'OCDE pour lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscale "agressive"](#). Cet arsenal de mesures a été avalisé par les ministres des Finances du G20 à Lima (Pérou) le 9 octobre, mais doit maintenant être adopté par le G20 des chefs d'Etat et de gouvernement les 15 et 16 novembre à Antalya (Turquie).

Cosigné notamment par le président du groupe socialiste Bruno Le Roux, la rapporteure générale du Budget Valérie Rabault, le chef de file des socialistes de la commission des Finances Dominique Lefebvre ou encore Karine Berger et Yann Galut, cet amendement doit se substituer en séance à un autre amendement à l'objectif similaire adopté en commission mercredi à l'initiative de Karine Berger, selon des sources concordantes.

La France veut montrer l'exemple au G20

De son côté, le ministre des Finances, Michel Sapin, souhaite accélérer la procédure *"le gouvernement souhaite que cet amendement soit débattu dès cette semaine"*, c'est-à-dire jeudi ou vendredi, lors de la première lecture du projet de loi de finances 2016. *"La France veut pouvoir dire lors du G20 (ndlr : les 15 et 16 novembre) que c'est adopté"* à l'Assemblée.

Dévoilé à Istanbul le 5 octobre, [le projet Beps \(pour érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices\)](#) a été lancé en juillet 2013 à l'initiative des pays du G20. [Ce plan de lutte contre l'évasion fiscale signe la "fin de la récréation"](#), assurait Pascal Saint-Amans, le directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

L'article 13 du plan vise notamment à astreindre les entreprises à payer leurs impôts là où elles sont réellement actives et prévoit ainsi que les multinationales réalisant au moins 750 millions d'euros de chiffre d'affaires détaillent leurs activités pays par pays (non seulement le montant annuel de leur chiffre d'affaires mais aussi celui de leurs bénéfices avant impôts ainsi que la somme due au fisc). Ces informations devront être partagées avec les administrations fiscales, mais ne seront pas rendues publiques.

"Si nous ne nous positionnons pas assez rapidement, nous risquons de prendre du retard" en Europe, a plaidé en commission Valérie Rabault, jugeant *"important que nous envoyions un signal fort à l'ensemble de nos partenaires"*.

Un arsenal de mesures... pour rien, selon les ONG

Le dispositif de refonte des règles fiscales internationales est vivement critiqué par les ONG. Ainsi, Oxfam France estime que les avancées en matière de transparence fiscale sont *in finelimitées* puisque seules les administrations fiscales auront accès aux informations.

"L'OCDE a vidé la proposition de reporting pays par pays de son contenu : garder ces informations confidentielles rend complètement inopérant l'effet dissuasif [...], alors même qu'il s'agit d'un de ses objectif premiers ! C'est même un recul par rapport à la législation européenne, qui impose depuis 2013 aux banques et établissements financiers de publier

ces mêmes informations", expliquait Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France, [dans un communiqué après la publication de l'étude.](#)

De plus, seules les entreprises au chiffre d'affaires supérieur à 750 millions d'euros sont concernées par la mesure. Cela signifie que 85 à 90% des entreprises internationales seront exclues de ce processus.

Les patents boxes maintenus

Les ONG déplorent également que l'OCDE ait renoncé à mettre un terme aux "patent boxes" (des régimes d'imposition préférentiels pour les revenus tirés de la propriété intellectuelle).

"Ces régimes préférentiels offerts par certains Etats sont pourtant au cœur des stratégies d'évitement de l'impôt des entreprises multinationales. C'est notamment grâce à une patent box luxembourgeoise que MacDonal d a pu éviter de payer plus d'un milliard d'euros en cinq ans à plusieurs Etats européens et l'OCDE ne remet cette pratique en cause qu'à la marge", [détaillait début octobre Lucie Watrinet, chargée de plaidoyer financement du développement au CCFD-Terre Solidaire.](#)

Une réforme "globale"... à 34 pays ?

Enfin, si l'OCDE évoque une réforme globale, il faut rappeler que seuls 34 pays (les membres de l'organisation) ont pris part à la réalisation du document. Vivement critiquée, l'organisation a finalement associé -en cours de route- 14 pays additionnels fin 2014, à l'instar de la Croatie, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie ou encore le Vietnam.

En juillet, les pays de l'OCDE ont bloqué la création d'un organisme fiscal international sous l'auspice des Nations Unies, [discuté dans le cadre du sommet sur le financement du développement tenu à Addis Abeba \(Ethiopie\)](#). La création de cet organisme -réclamé par les pays en développement- avait pour objectif d'associer tous les pays du monde aux discussions relatives à la réforme des règles fiscales internationales afin de mettre au point une vraie politique globale en matière de fiscalité.